



Alain Jeannot
Rédacteur en chef

L'ANGLAIS FÉDÉRAL DES PARLEMENTAIRES

C'EST UNE LANGUE QU'ON APPREND comme on attrape un gros rhume, croit-on. Puisque l'anglais fait partie de l'air ambiant à l'âge de la globalisation où nous vivons. True? Not really. Prenez les hommes politiques. Notre grande enquête auprès des 245 parlementaires à Berne révèle un niveau linguistique plutôt moyen. Il est vrai que les politiciens suisses ne sont pas connus pour leur amour du grand large et leur expérience internationale (*lire en page 24*).

Ce handicap est-il un trait caractéristique de la classe politique? Pas vraiment. Interrogez les employeurs dans les secteurs où l'anglais est un outil de base - ce que la pelle et la pioche sont au terrassier. Ils sont de plus en plus nombreux à dire que les compétences des Suisses sont insuffisantes. La belle supercherie: pour les étrangers et, par ricochet, à nos propres yeux, nous sommes censés maîtriser les langues nationales helvétiques, l'anglais s'ajoutant presque naturellement, si grande est notre aptitude à passer d'un idiole à l'autre comme on saute de rocher en rocher.

Les Suisses ont été longtemps des champions du multilinguisme. Mais l'avantage s'amincit: les pays aux langues peu usitées (les Scandinaves), ceux qui se sont ouverts récemment (la Pologne, la Tchéquie, l'Estonie...), et même des nations comme la France ou l'Italie rattrapent leur retard à mesure que se fane le souvenir de leur grandeur impériale.

ON A PARLÉ, AU FORUM DES 100, qui se tenait la semaine passée au CERN, à Genève, de l'importance vitale des langues étrangères pour la formation. Au même titre que la maîtrise de la lecture, de l'écriture et des mathématiques. Parmi de nombreux projets d'action, un participant a émis une idée toute simple: le lancement d'une initiative nationale pour améliorer le niveau d'anglais des Suisses - une espèce de mini plan Marshall linguistique. D'autres ont relevé le scandale, mais ce n'est pas une nouveauté, de l'enseignement de l'allemand dans les écoles, qui se solde souvent, après de longues années, par le silence ou de pénibles éructations. Quel gâchis!

Donner la préférence à l'anglais, au détriment d'une langue nationale, comme le prônent 29% des parlementaires interrogés? (*lire en page 28*). Inutile et contre-productif. L'ambition, ce devrait être de parler deux ou trois langues étrangères: l'anglais, mais aussi les langues nationales et, pour

quoi pas, l'espagnol, le chinois... Nous sommes aujourd'hui bien loin du compte. Parce que l'apprentissage dans les écoles commence tard. Parce qu'il manque de profs capables de dispenser un enseignement par immersion (le meilleur). Parce que les autorités hésitent à utiliser les grands moyens, par exemple l'obligation de faire au moins un semestre d'études ou d'apprentissage dans une autre région linguistique.



LIONEL FLUSIN



PHOTOMONTAGE HEBDO

ON S'ÉMEUT BEAUCOUP ces jours des possibles effets négatifs de la libre circulation des personnes. Et l'on oublie ce qu'il y a à gagner à l'ouverture des frontières. L'un des acquis de la construction européenne, c'est la possibilité de bouger pendant sa formation. Si les jeunes Suisses saisissent cette chance, ils maîtriseront les langues infiniment mieux que les parlementaires d'aujourd'hui. True? Of course.

LE FORUM DES 100 CONTINUE sur www.hebdo.ch

Quelque quatre cents personnes ont participé au Forum des 100, au CERN, le 9 juin. Nous en retraçons les temps forts dans cette édition (*lire en page 44*). Nous tenterons ces prochains mois de développer dans *L'Hebdo* les idées et les propositions faites lors de cette journée. Par ailleurs, notre édition spéciale «Les 100 personnalités qui font la Suisse romande» a suscité de nombreuses réactions. Nous renouvellerons cette liste l'an prochain. Avec toujours cette idée: incarner par une mosaïque de portraits le potentiel de cette région. Retrouvez aussi les dix propositions émises lors du forum. Enrichissez le débat avec vos propres contributions. Tous les échanges en images et les documents présentés par les intervenants sont disponibles sur notre site: www.hebdo.ch





Nadia Karmous (Institut culturel musulman).



Benedikt Weibel (CFF), Alain Jeannet (*L'Hebdo*) et Daniel Borel (Logitech).



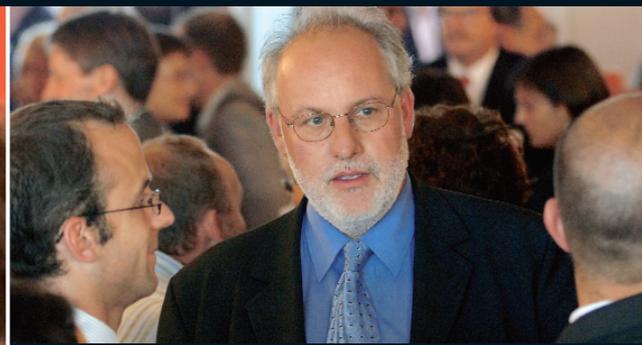
Pierre-Alain Rumley (Office fédéral de l'aménagement territorial) et Inès Lamunière (architecte et professeure à l'EPFL).



Forum des 100



Georges Gagnebin (Ferrier Lullin), Charles Kleiber (Secrétaire d'Etat à la recherche) et Philippe Pidoux (PubliGroupe).



Didier Berberat (Conseiller aux Etats NE).



Anne Bisang (Comédie de Genève).



Carlo Lamprecht (Conseiller d'Etat GE),
Bernard Soguel (Conseiller d'Etat NE).
Au second rang: Ruth Lüthi (Conseillère
d'Etat FR), Jean-Michel Cina (Conseiller
d'Etat VS). Au troisième rang: Jean-Claude
Mermoud (Conseiller d'Etat VD),
ont annoncé la mue de la Conférence
des gouvernements de Suisse occidentale
(CGSO), lors du Forum des 100.

Un beau succès

UNE RÉTROSPECTIVE COORDONNÉE
PAR CHANTAL TAUXE,
AVEC PAUL ACKERMANN,
ALAIN REBETEZ,
FLORENCE SCHMIDT,
DAVID SPRING,
PIERRE-ANDRÉ STAUFFER.

9 JUIN 2005 Au CERN
à Genève, dans l'auditoire
qui a souvent accueilli
des Prix Nobel, quelque
400 personnalités se sont
retrouvées pour débattre de
l'avenir de la région. Retour
sur des échanges passionnés,
des propositions innovantes,
et tant de rencontres inédites.



Ellen Weigand et Christian Chevrollet (*Bon à savoir*).



Janine Perret Sgualdo
(Centre Dürrenmatt).



Horst Edenhofer
(Cartier/Richemont).



Marie-Hélène Miauton (M.I.S. Trend),
Pierre-Marcel Favre (Salon du livre) et
Pierre Jaccard (Département formation et jeunesse VD).



CHRISTOPH KOELLREUTER Il est formel: ce n'est pas la fiscalité des entreprises, très avantageuse, qui handicape la croissance en Suisse romande.



DANIEL BOREL En évoquant les difficultés des jeunes entreprises, il pose la question lancinante du capital-risque en Suisse.



ALEXANDRE ZELLER Le patron de la BCV explique que financer une jeune entreprise n'est pas le rôle d'une banque. Huées.

Les bombes du Forum des 100

DÉBATS Un économiste balaie le problème de l'impôt, un ministre lâche une bombe sociale, un banquier reçoit une leçon... **Alain Rebetez** reprend les moments les plus salés de la manifestation.

Dans un forum, il y a deux genres de fortes têtes. Celles qui occupent le podium et dispensent leurs réflexions; celles qui se réfugient au fond de la salle et distillent leurs ricanements. Vu du fond de la salle, le Forum des 100 a commencé sur un mode très impératif. En un exposé de 20 minutes, Christoph Koellreuter, directeur et économiste en chef du BAK, à Bâle, a prononcé vingt-deux fois les mots «Il faut...», injonction magique qui allait fuser toute la journée. Dans le public, il y avait donc ceux qui, l'air sérieux mais l'esprit vagabond, tenaient le décompte de ces «il faut...», en alignant des bâtonnets ironiques dans une marge du programme. C'est dans cette ambiance de tour de chauffe que Christoph Koellreuter a surpris son monde et lâché la première bombe de la journée.

Le célèbre économiste expliquait pourquoi les deux grandes régions romandes du Mittelland et du Léman ont connu cette dernière décennie, entre 1995 et 2003, une croissance du PIB neurasthénique (inférieure à 1,5% par an, moins que toutes les autres régions étudiées en Europe et aux États-Unis) ainsi qu'une progression de la population très moyenne. Au milieu d'un défilé de graphiques assez déprimants, où la Suisse romande était toujours derrière, voilà soudain un tableau où nous étions les meilleurs. Et largement! C'était la fiscalité des entreprises. Le Mit-

telland a les taux les plus bas, avec la région lémanique c'est même le champion international, mieux que Zurich et Bâle, mieux que les 19 autres régions étudiées.

RECHERCHE ET ÉDUCATION «De toute évidence, la fiscalité des entreprises n'est pas un facteur qui explique la faible croissance des régions romandes, insiste Christoph Koellreuter. On pourrait croire le contraire quand on suit les débats politiques à Berne, mais ce n'est pas un vrai problème économique.» Remous dans la salle, salve d'applaudissements étonnés. L'économiste bâlois poursuit sa démonstration. Ce n'est pas non plus un problème d'accessibilité, vu qu'elle est comparable à celle des pays nordiques qui connaissent une forte croissance. En revanche, notre marché intérieur reste trop protégé, beaucoup plus que dans la plupart des autres régions. Et surtout, la Suisse romande présente des indicateurs préoccupants en matière d'éducation et de recherche: la part des dépenses par rapport au PIB est inférieure à la moyenne internationale, de même que le pourcentage des employés diplômés d'une haute école...

Christoph Koellreuter en tire une conclusion de cristal: les régions du Léman et du Mittelland doivent se concentrer sur les questions de formation, de recherche et développement, de transfert technologique...

Sont-elles prêtes à le faire? On attendait la réponse du ministre de l'Éducation, le chef du département de l'Intérieur Pascal Couchepin. On l'attendait d'autant plus que deux acteurs économiques de poids, Alexandre Zeller, président de la direction générale de la Banque Cantonale Vaudoise, et Daniel Borel, fondateur de Logitech, étaient venus expliquer que pour des postes à compétence de pointe, ils devaient souvent engager à l'étranger.

Le conseiller fédéral était en verve, dans cette humeur combative qui fait le meilleur du personnage. Face aux élites romandes, il commence par se poser en provocateur. Il défend les petits, les faibles, «ceux qui n'auront jamais les moyens de faire partie de l'élite». Sur des tableaux de l'Office fédéral de la statistique, il démontre qu'en Suisse romande, la part des diplômés de hautes écoles (28,6% en 2003) est plus élevée qu'en Suisse alémanique (26,7%), mais que ceux qui ont une formation professionnelle sont nettement moins nombreux (48,1% en Suisse romande, contre 56,4% en Suisse alémanique). Résultat: la Suisse romande a le record national des personnes dépourvues de formation autre que la scolarité obligatoire: 23,3% de la population, alors qu'elles sont seulement 17% en Suisse alémanique. «C'est un chiffre tellement inquiétant que je vais demander des éclaircissements, s'ex-



PASCAL COUCHEPIN Réplique du ministre au patron de la BCV: «Les banques ont le monopole de la gestion de l'argent en Suisse, c'est un problème du pays. Vous ne pouvez pas vous contenter de dire que ce n'est pas votre rôle. C'est trop facile.»

clame Pascal Couchepin. C'est une bombe sociale à moyen terme.»

Sur la question des hautes écoles, en revanche, il affiche plus de sérénité. La révision de la loi devrait permettre d'ici à 2008 une gouvernance plus centralisée. Quant aux moyens financiers, il rappelle que la Confédération les a augmentés de 4% dans le crédit-cadre 2003-2007.

DE L'INTENTION AU GESTE Dans le débat qui suit, personne ne relève la «bombe sociale» des 23%. Distraction passagère, sans doute. En revanche, Patrick Aebischer, président de l'EPFL, tient tête à son ministre de tutelle: «Il y a un décalage entre la confiance des Suisses dans leurs hautes écoles et la réalité du terrain. Pour 2004-2007, nous avons demandé 10% d'augmentation des crédits, on nous a promis 6%, et nous aurons seulement 4%... Vu l'augmentation du nombre d'étudiants, nous aurons moins de moyens, ces prochaines années, que nous n'en avons jamais eus!»

Sans faire allusion à l'exposé du matin, c'est bel et bien la question de Christoph Koellreuter qu'il pose brutalement: celle d'une priorité politique accordée à la formation et à la recherche. «Il y a une guerre des cerveaux, s'enflamme Patrick Aebischer. La Suisse a un très bon système éducatif, mais on ne réalise pas à quel point les autres pays investissent. Il faut désormais que les gestes politiques correspondent aux intentions.» Cascade d'applaudissements, presque une ovation. Le conseiller fédéral reste de marbre.

Mais le meilleur est à venir. Une remarque du codirecteur du Team Alinghi, Patrick Magyar, va tout déclencher. Il évoque la qualité des jeunes entreprises qui

essaient de se créer au parc scientifique de l'EPFL. «Pourquoi ces gens n'ont-ils en Suisse aucune chance de trouver du capital?», s'indigne-t-il. Approbation générale. On attend la réponse du banquier.

Alexandre Zeller y va courageusement: «Le capital-risque, ce n'est pas le rôle d'une banque traditionnelle. Nous ne pouvons pas le faire avec l'argent de votre épargne, sinon comment ferions-nous pour verser un intérêt de 0,25%?» Huées dans la salle. Le patron de la BCV continue, imperturbable: «Ces crédits, c'est le rôle des business angels et de ceux qui sont prêts à prendre des risques plus importants que nous.»

Sans doute n'avait-il pas prévu que sur sa droite, un certain Pascal Couchepin se lèverait. Et qu'il lui ferait la leçon. «Les banques en Suisse ont monopolisé les métiers de l'argent, c'est d'ailleurs un des problèmes du pays, commence le ministre. Nous n'avons pas ici de culture des *business angels*, nous n'avons pas l'habitude de confier de l'argent à un voisin pour lancer une entreprise. Aux Etats-Unis, il y a cette culture du capitalisme en direct, ici pas! Les banques ont le monopole de la gestion de l'argent, elles ne peuvent pas se contenter de dire que de tels crédits n'entrent pas dans leur rôle. C'est trop simple!»

Venant de l'ancien ministre de l'Economie, le propos vaut son pesant d'or. Alexandre Zeller ne bronche pas. La salle approuve bruyamment. Des priorités publiques mieux affirmées en faveur de la formation et de la recherche, une politique d'investissements privés moins étouffante et égoïste, les petites bombes de la journée dessinent le chemin de ce qu'«il faut» faire. Même vu du fond de la salle. |

DIX IDÉES

A l'occasion du Forum des 100, *L'Hebdo* a demandé aux personnalités choisies de faire part de leurs réflexions et de leurs propositions sur l'avenir de la région. De ce catalogue ont été extraites dix idées concrètes qui bousculent les frontières mentales ou institutionnelles, puisque telle est la vocation du Forum des 100. Elles ont été présentées jeudi dernier aux quelque 400 participants présents au CERN. Elles continueront à être discutées dans de prochains numéros de notre magazine.

- 1** Instituer la remise d'un Kafka d'or pour dénoncer les procédures lentes et tortueuses qui noient l'innovation.
- 2** Créer un seul musée des beaux-arts romand.
- 3** Défisicaliser complètement les dons aux universités et aux instituts de recherche, qu'ils proviennent de personnes privées ou d'entreprises.
- 4** Faire des technologies de la sécurité (notamment pour le développement des transactions électroniques sur l'internet, mais pas seulement) un domaine clé de compétence, recherche et enseignement.
- 5** Mettre sur pied une formation de base en management.
- 6** Mieux coordonner l'offre culturelle romande en créant un conseil romand de la culture.
- 7** Créer un observatoire romand en matière d'insertion sociale (afin de pouvoir généraliser au plus vite les expériences qui donnent de bons résultats dans ce domaine).
- 8** Doter la Suisse occidentale d'un outil de promotion à l'étranger valorisant l'image de la région.
- 9** Doter la Suisse romande d'une planification hospitalière régionale.
- 10** Mettre en place un gouvernement consultatif romand (deux conseillers d'Etat par canton), chargé de la définition et de la gestion des priorités socio-économiques.



«Il ne faut pas déplacer mais dépasser les frontières.»

Charles Kleiber,
Secrétaire d'Etat



«Il y a 40% de Suisses dans le Team Alinghi, dont 3 marins sur 34, de nombreux ingénieurs et scientifiques. L'équipe est multiculturelle et non pas internationale. Multiculturelle dans le sens où chacun s'adapte, partage ses connaissances et s'inspire de ce qu'il y a de mieux chez les autres, peu importe leur origine. C'est cette cohésion que la Suisse a amenée dans l'équipe. Nous sélectionnons les meilleurs dans le monde entier.»

Patrick Magyar,
co-directeur du Team Alinghi



«Comment se portera le système éducatif suisse dans les dix prochaines années? Comme d'habitude le verre est à moitié vide ou à moitié plein. Je dirai simplement que le ver est dans la pomme. La population est très partagée et soucieuse de l'évolution de son système éducatif dont on dit pourtant qu'il est la clé de l'avenir et de l'avenir économique.»

Marie-Hélène Miauton,
directrice de M.I.S. Trend



«La conférence du Nord-Ouest de la Suisse est très bien organisée: ils sont toujours à Berne. Ces réunions de plusieurs cantons sont très bien structurées en Suisse alémanique, ils sont toujours dans les coulisses pour voir ce qui se décide et anticiper. La conférence des cantons de Suisse occidentale manquait un peu de carburant.»

Carlo Lamprecht, conseiller d'Etat (PDC-GE), annonçant la création d'un secrétariat permanent pour la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale.



«Les villes sont les multinationales du XXI^e siècle. Pour se différencier, il faut développer la culture du risque.»

Juan Eduardo Santon,
délégué à l'innovation de la ville de Valence



«La formation n'est jamais une dépense mais un investissement.»

Daniel Borel, président fondateur de Logitech



«Le paysage lémanique va devenir structure d'accueil pour une identité locale et globale dans la compétitivité entre différentes régions. Les spécificités du lieu sont fortes avec un paysage idyllique. Le thème du projet d'architecture de la société des Nations à Genève était d'ailleurs en 1926 "le palais de la paix dans un monde de l'Eden".»

Inès Lamunière,
architecte et professeur à l'EPFL



«Lorsque j'ai présenté pour la première fois mon projet de compagnie aérienne à M. Carlo Lamprecht, il ne m'a pas vraiment pris au sérieux.»

Julian Cook,
fondateur de FlyBaboo



«Pour témoigner d'une volonté commune qui transcende les partis, les représentants de Suisse occidentale au Parlement fédéral devraient parler d'une seule voix. Ils pourraient même constituer un groupe d'influence, comme il en existe pour certaines professions. Ce n'est pas une vue de l'esprit, ce n'est pas un luxe, c'est une nécessité...»

Alain Berset, conseiller aux Etats, socialiste, Fribourg

Région: la leçon de Ralph Lewin

Changer d'échelle. L'injonction est souvent revenue dans les débats. Mais, un tel saut est-il possible en Suisse, s'interrogeaient certains participants. La réponse, la démonstration, est venue de Ralph Lewin, président du Conseil d'Etat bâlois.

La vision à long terme des Bâlois est ambitieuse: faire de leur ville le cœur d'une région métropolitaine trinationale, Suisse, Allemagne, France, un «eurodistrict». Bâle-Ville, c'est 190 000 habitants originaires de 150 nations, 600 000 habitants si l'on tient compte de l'agglomération au-delà de la frontière suisse, une coopération régionale où sont impliqués trois Etats nationaux et quatre cantons suisses: les deux Bâles, Argovie et Soleure. Une HES commune aux quatre cantons sera ouverte en 2006, l'Univer-

sité des deux Bâle en 2007. Bâle-Ville, c'est aussi la plus forte croissance du pays depuis 1995, le produit intérieur brut le plus élevé, et qui le reste, même si on lui associe le PIB plus modeste de Bâle-campagne et qu'on divise le tout par deux.

CONSCIENCE PARTAGÉE Bâle-Ville, c'est surtout, et les Romands réunis au Forum des 100 devraient s'en inspirer, la conscience partagée par chacun, toutes sensibilités politiques confondues, de droite comme de gauche (Ralph Lewin est socialiste), que le canton et la région doivent «optimiser» les infrastructures et les conditions-cadres pour attirer et retenir les entreprises. Les majorités politiques changent, la volonté reste identique: personne ne remet en doute le but et les moyens du

développement économique. Combien de temps encore les Romands préféreront-ils se disputer plutôt que s'allier autour d'une même certitude?

La dynamique bâloise s'incarne dans toutes sortes de projets, qui pourraient servir d'exemples à d'autres régions en quête de succès. Pour dompter les difficultés d'un canton coupé en deux entités institutionnelles, Bâle-Ville et Bâle-Campagne, un système de paiement des prestations communes a été mis au point. Genève qui ne parvient pas à résoudre son problème ville-canton aurait peut-être intérêt à l'étudier de plus près.

Les Bâlois planifient l'extension de leur réseau RER transfrontalier. Ils sont surtout bien reçus en Allemagne, souligne Ralph Lewin, où l'engoue-



RALPH LEWIN Président du Conseil d'Etat bâlois.

ment pour les transports publics ne se discute pas, comme en Suisse. La région veut aussi innover avec un projet transfrontalier d'accès au système de santé, alors que nombre de cantons peinent à réaliser leur propre carte sanitaire.

Loué pour l'efficacité du modèle bâlois, Ralph Lewin souligne toutefois que pour ce qui concerne le développement de l'aéroport, Cointrin reste la référence. Ouf, l'émulation régionale n'est pas à sens unique. | PAS



*La famille Favre, 45, 40, 11, 9 et 7 ans

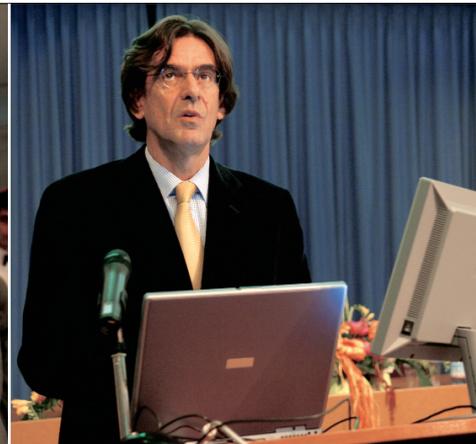
slowUp mobilise les masses!

*Le dimanche, la famille Favre fait vraiment bouger les choses. Grâce à Promotion Santé Suisse, plus de 200 000 autres personnes profitent chaque année du projet «slowUp». L'activité physique favorise le poids corporel sain.

Ensemble, pour le mieux-être. www.slowup.ch | www.promotionsante.ch



Beunhultföhrung Schweiz
Promotion Santé Suisse
Promozione Salute Svizzera



LUC FERRY Retrouvailles entre un ancien ministre français de l'éducation, et l'actuel ministre suisse de l'éducation, Pascal Couchepin. Ils s'étaient déjà rencontrés à Paris.

Le cours magistral de Luc Ferry

ECOLE Morceaux choisis de l'intervention du philosophe et ancien ministre français de l'Éducation nationale, qui a ravi son auditoire.

«La maîtrise de la langue maternelle constitue notre problème numéro un. Dans une dictée du certificat d'études datant des années 20, la moyenne était de 5 fautes d'orthographe. Dans des textes équivalents d'aujourd'hui, nous arrivons à 17 fautes. Il y a une baisse de niveau faramineuse.»

«En France, 10 à 15% des enfants de 12 ans ne savent pas lire. Un nombre équivalent d'autres élèves déchiffrent avec tellement de peine qu'ils ne parviennent pas à comprendre le sens du texte qu'ils lisent.»

«Deuxième problème, la montée de la violence. En 2003, nous avons constaté 81 000 incidents graves dans nos écoles. Le métier de professeur est devenu invivable dans certains établissements.»

«Notre troisième problème est la crise des vocations des enseignants. Dans le second degré, pour l'encadrement des élèves âgés de 11 à 18 ans, la situation est gravissime. Il ne faut pas martyriser les professeurs, parce que l'on n'en trouvera plus.»

«Les écrans bouffent-ils les écrits? La télévision concurrence la lecture, mais pas son apprentissage. Nos enfants nous ressemblent: entre un mauvais livre et un mauvais film, ils préfèrent le mauvais

film, car c'est moins douloureux. De plus, il n'y a pas de télévision à l'école. Elle n'empêchera jamais les élèves d'apprendre à lire et à écrire.»

«Ma grand-mère, qui était directrice d'école, avait des classes de 90 élèves. Aujourd'hui, en moyenne en France, dans le primaire, les classes sont de 22 élèves. Nous ne manquons pas de moyens.»

«L'éducation est l'affaire des parents. Pour élever des enfants, il faut deux choses simples: les aimer et leur donner du surmoi. Avec ces éléments simples, l'éducation est réussie.»

«L'apprentissage de l'autonomie de pensée ne devrait constituer que 5% de l'enseignement. La transmission d'un héritage et d'un patrimoine constitue les 95% restants. La créativité des enfants en matière de grammaire, c'est un désastre! L'attitude qui convient face à l'apprentissage d'une langue, c'est l'humilité. C'est la bêtise du "par cœur". Nous en avons besoin.»

«Tous les parents savent que faire apprendre aux enfants à dire "bonjour" et "merci" représente un combat de plusieurs heures par semaine. Dans ce cas, nous ne demandons pas de la créativité, mais du respect.»

«Pour moi, un grand prof serait plus proche du charisme fascinant que de l'idéologie démocratique de l'animateur culturel.»

«Aujourd'hui, c'est en étant un petit peu conservateur en matière de pédagogie que l'on est le plus progressiste.»

«Le jeunisme est notre plus grande erreur. Nous avons présenté l'idée absurde que vieillir était une catastrophe. Personne n'est un grand poète ou un grand scientifique à 10 ans. On n'est rien de grand à 10 ans. L'entrée dans le monde des adultes, c'est une formidable chance.»

«L'éducation n'est rien d'autre que le passage de l'enfance à l'âge adulte. Si vous présentez cette transition comme un déclin, pourquoi voulez-vous que les enfants aient envie d'y entrer? IDS

**LE FORUM DES 100 CONTINUE
SUR www.hebdo.ch**

Retrouvez les dix propositions pour la Suisse romande émises lors du Forum des 100. Enrichissez le débat avec vos propres contributions. Tous les échanges de vue en images, ainsi que les documents présentés par les intervenants, sont disponibles sur notre site.

Les CFF nouveaux princes de l'immobilier

RÉVOLUTION Avec l'équivalent de 350 terrains de football à construire ou à réaménager, les CFF se profilent désormais comme l'un des acteurs influents sur le marché de l'immobilier en Suisse.

Par Michel Guillaume.

«Oui, nous sommes aussi devenus un promoteur immobilier». Cet aveu de Benedikt Weibel lors du premier Forum des 100 qu'a organisé *L'Hebdo* le 9 juin dernier à Genève, jamais le président de la Direction des CFF ne l'aurait fait voici cinq ans encore.

Durant plus d'un siècle, les CFF se sont identifiés à leur mission historique et sont devenus les champions d'Europe du chemin de fer avec un réseau dense et des trains d'une ponctualité presque sans égal. Mais ils ont aussi accumulé les déficits abyssaux depuis 1975 à la suite du choc pétrolier. Jusqu'au moment où, près de trois décennies plus tard, l'ex-régie ferroviaire a soudain pris conscience d'une mine d'or quasiment inexplorée: l'immobilier.

Des gares de triage désaffectées, des halles industrielles abandonnées, des entrepôts fermés: les mesures de restructuration des CFF ont

libéré ces dernières années des surfaces considérables. Une véritable aubaine pour la compagnie. «Nous avons recensé un potentiel de 200 projets de réaffectation qui s'étendent sur une surface de 2,8 millions de mètres carrés, c'est-à-dire sur environ 350 terrains de football», révèle Urs Schlegel, le chef de CFF Immobilier.

Bien sûr, cette unité n'emploie que 800 des 28 000 cheminots. Mais déjà, elle affiche un chiffre d'affaires annuel de 550 millions, soit la moitié de la division marchandises et le quart de la division voyageurs. Et elle génère désormais à elle seule 100 millions de bénéfice annuel. C'est donc grâce à elle surtout que l'entreprise a retrouvé les chiffres noirs l'an dernier.

Ce n'est pas faire injure au cheminot traditionnel trimant jour et nuit sur les voies que de souligner ce jalon décisif dans l'histoire des CFF. En 2003, une unité spécifique



**BENEDIKT WEIBEL,
PROMOTEUR...**

Le patron des CFF est satisfait de son unité immobilière qui rapporte 100 millions de bénéfices à son entreprise.



... SES PROJETS
En arrière-plan de ce photo-montage, l'infographie des principaux chantiers qu'il entend conduire en Suisse romande (détails page 62).

LES DIX PROJETS PHARES EN SUISSE ROMANDE

**1 GENÈVE – LA PRAILLE**

Investissements totaux:
650 millions
Surface du terrain:
100 000 mètres carrés
Affectations: 60 % de bureaux,
30 % de logements et 10 %
d'équipements publics
Achèvement des travaux:
par étapes, de 2009 à 2020

2 GENÈVE – CHÊNE-BOURG

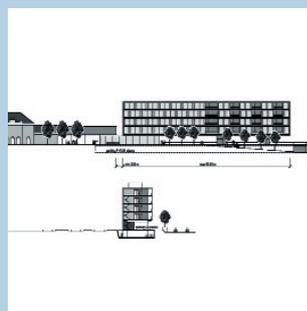
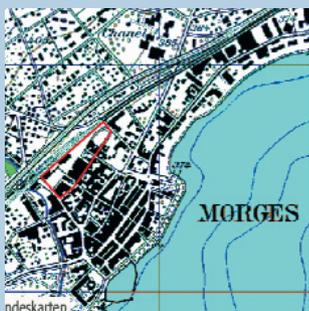
Investissements totaux:
70 millions
Surface du terrain:
29 000 mètres carrés
Affectations: 50 % de logements,
40 % de bureaux et 10 % de
commerces
Achèvement des travaux:
env. 2011

**3 GENÈVE – EAUX-VIVES**

Investissements totaux:
160 millions
Surface du terrain:
60 000 mètres carrés
Affectations: 45 % de logements,
35 % d'activités diverses
et 20 % d'équipements publics
(école ou théâtre)
Achèvement des travaux:
non déterminé

4 MORGES – SABLONS-GARE

Investissements totaux:
60 millions
Surface du terrain:
20 000 mètres carrés
Affectations: 50 à 70 % de
logements, activités mixtes et
P + R de 310 places
Achèvement des travaux:
2010

**5 RENENS**

Investissements totaux:
14 millions
Surface du terrain:
2500 mètres carrés
Affectations: parahôtellerie
(176 chambres ou studios pour
étudiants), commerces
et P + R de 76 places
Achèvement des travaux:
2008

a été créée pour le secteur immobilier. Ils l'ont émancipée de la division infrastructure pour la placer directement sous la responsabilité du grand patron Benedikt Weibel. Tout un symbole: «Avant 2003, le secteur immobilier était sous-exploité. Il est, depuis, devenu l'un des piliers des CFF sur le plan des revenus», se réjouit Urs Schlegel.



URS SCHLEGEL
Chef de l'unité
immobilière de
CFF Immobilier.

plus souvent, cette collaboration se passe très bien.»

Au fil des décennies, la gare est devenue la première carte de visite des CFF. Voici un siècle, c'était encore une pestiférée: les trains y polluaient l'atmosphère et provoquaient des nuisances sonores insupportables, à tel point qu'on bâtissait les gares à l'écart des zones d'habitation, comme à Zurich ou à Bienne.

Aujourd'hui, tout est fait pour que ces espaces soient accueillants, attractifs, modernes. Grâce à des rames de moins en moins bruyantes, les gares se sont peu à peu départies de leur inhospitalité d'antan. Elles drainent même une clientèle captive évidente, celle des travailleurs pendulaires dont le nombre explose.

RÉVOLUTION CULTURELLE Une évolution qui a incité les responsables de l'unité immobilière des CFF à se lancer dans une véritable révolution culturelle. Si jusqu'à présent, ils axaient leurs projets de construction sur des surfaces commerciales, des bureaux et un concept «Parc et Rail», les voilà qui n'hésitent plus à y intégrer une nouvelle composante: le logement. Il s'agit de répondre à la douloureuse pénurie qui frappe les locataires, notamment à Genève, où l'on ne compte plus que 1,5 logement vacant sur 1000.

INVENTAIRE EXHAUSTIF

Disposant d'une formation en sciences économiques acquise à Saint-Gall, ce chef d'unité est encore un homme du sérail, lui qui a rejoint les CFF en 1981 pour y occuper divers postes d'état-major, dont celui de secrétaire de la Direction générale. Mais de plus en plus, cette unité engage des collaborateurs de l'extérieur, des spécialistes de l'immobilier ou de la construction appelés à faire fructifier cet extraordinaire patrimoine.

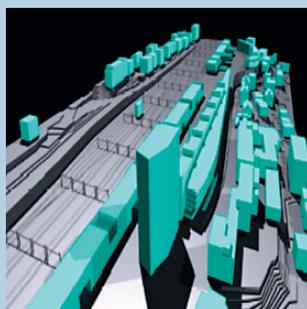
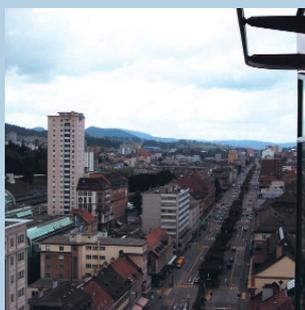
En 2004, pour la première fois, les CFF s'attellent à un inventaire exhaustif de leurs biens: avec leurs 5200 immeubles – et 27 000 contrats de location –, ils comptent parmi les entreprises les plus importantes sur le marché helvétique. La valeur comptable de ces immobilisations est estimée à 3,1 milliards!

Cet heureux constat établi, restait le plus important à réaliser: établir une stratégie axée sur la recherche des synergies. Avec un double but à la clé, que résume Urs Schlegel: «En créant des pôles d'attraction autour du transport public, on valorise à la fois les terrains existants, tout en attirant à nous une nouvelle clientèle tributaire de sa mobilité».

Aujourd'hui, les CFF ont recensé pas moins de 200 projets sur tout le territoire suisse devant générer des investissements totaux de l'ordre de cinq milliards. «Bien sûr, avertit Benedikt Weibel, jamais les CFF ne pourront assumer tout seuls ces réalisations. Nous cherchons toujours des partenaires. Mais le

Certes, les bureaux rapportent davantage, jusqu'à

LES DIX PROJETS PHARES EN SUISSE ROMANDE (SUITE)

**6 MONTREUX – ANCIEN MOULIN****Investissements totaux:**
non déterminé**Surface des terrains:**
2500 mètres carrés**Affectations:**
logements et artisanat**Achèvement des travaux:**
non déterminé**7 FRIBOURG – GARE****Investissements totaux:**
50 millions**Affectations:**
bureaux, logements
et activités mixtes**Achèvement des travaux:**
non déterminé**8 NEUCHÂTEL – CRÊT-TACONNET****Investissements totaux:**
50 millions**Surface du terrain:**
12 250 mètres carrés**Affectations:** bureaux, commerces,
écoles et P + R de 100 places**Achèvement des travaux:**
première étape en 2007,
deuxième en 2017**9 LA CHAUX-DE-FONDS****Investissements totaux:**
non déterminé**Surface du terrain:**
30 000 mètres carrés**Affectations:** commerce,
logement et artisanat**Achèvement des travaux:**
non déterminé**10 BIENNE – GARE****Investissements totaux:**
17 millions**Affectations:**
centre de services**Achèvement des travaux:**
non déterminé

500 francs par mètre carré et par an à Genève ou Zurich. Mais c'est un investissement plus risqué que le logement: «En cas de coup dur conjoncturel, on y dispose d'une sécurité d'un à deux ans, pas plus, alors que le placement est beaucoup plus stable pour le logement», note Laurent Staffelbach, responsable du développement du portefeuille d'immeubles aux CFF.

Les architectes, urbanistes et autres responsables de l'environnement saluent cet engagement nouveau. «Pour contrer la pénurie de logements, il y a trois solutions

pe à 50% à Chêne-Bourg et pourrait même atteindre 70% des surfaces disponibles dans le projet Sablons-Gare à Morges.

Etonnamment, personne ne semble craindre le développement foudroyant de l'unité immobilière des CFF, une entreprise qui, malgré des critiques occasionnelles sur le prix élevé de ses billets de train, conserve un capital de sympathie quasiment intact. Même si à la Praille, les partenaires du projet ont décidé de ne pas respecter la règle des deux tiers de logements subventionnés pour un tiers de loyers «dits libres».

«Les CFF? Je ne crains pas un concurrent. J'y vois plutôt un partenaire. Laissez-nous travailler ensemble...»

Bernard Nicod, promoteur immobilier

envisageables: construire plus dense dans la ville, déclasser des zones agricoles ou alors des aires ferroviaires. La dernière option est celle qui s'inscrit à priori le mieux dans une logique de développement durable», note Inès Lamunière, architecte et professeure à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Pierre-Alain Rumley, directeur de l'Office fédéral de l'aménagement du territoire, acquiesce. «Mieux vaut densifier l'habitat à l'intérieur des villes qu'à l'extérieur, là où cela coûte plus cher et où cela ronge le territoire.»

C'est ainsi que lors des dix prochaines années, les CFF construiront quelque 1150 logements en Suisse romande. En région genevoise, en dehors des 600 appartements du projet de La Praille, ils en prévoient 300 aux Eaux-Vives et 150 à Chêne-Bourg, le long du tracé du futur RER transfrontalier que sera le CEVA (Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse). Et si la proportion de logements n'atteint que 30% à La Praille, elle grim-

Ce sera du 50 – 50. Mais l'Asloca ne se montre pas trop déçue. «Comme les loyers libres sont aussi contrôlés durant dix ans, il n'y a pas de dérapage immédiat à craindre concernant d'éventuels loyers prohibitifs», confie son secrétaire romand Carlo Sommaruga. L'essentiel, aux yeux de l'Asloca, est que le projet avance. Aujourd'hui, les premières estimations des CFF sont plutôt rassurantes: 1500 francs de loyer mensuel, sans les charges, pour un logement de 100 mètres carrés, cela à cinq minutes de la gare Cornavin.

Du côté des régies immobilières, l'on ne s'inquiète pas non plus de la croissance des CFF dans ce domaine. Le promoteur vaudois Bernard Nicod a apprécié le discours nuancé de Benedikt Weibel, offensif tout en jouant la carte de la collaboration. «Je ne crains pas un concurrent, j'y vois plutôt un partenaire», révèle-t-il tout en restant énigmatique. «Laissez-nous travailler ensemble!»